

50524631/7

368

(1939)

Conditions de nomination des Présidents des Compagnies
de navigation subventionnées

Décret 6. 5.39 (J.O. 11. 5.39)

Conditions de nomination des Présidents des Compagnies
de navigation subventionnées

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL DU 11 MAI 1939

LOIS ET DECRETS (P. 5967)

PRESIDENCE DU CONSEIL

DECRET du 6 mai 1939 fixant les conditions de nominations des Présidents des Compagnies de navigation subventionnées.

Décret fixant les conditions de nominations
des présidents des compagnies de navigation
subventionnées.

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Paris, le 6 mai 1939.

Monsieur le Président,

La nécessité de maintenir ou de développer les lignes de transport qui rattachent à la métropole les diverses parties de l'empire ou les pays qui lui sont liés par de constantes traditions, a conduit l'Etat à apporter son concours financier à de grandes compagnies de navigation maritime et aérienne.

L'activité de ces entreprises présente ainsi une importance considérable pour l'Etat, au double point de vue des avantages économiques et politiques qu'il attend d'elles et de la charge financière qu'elles lui imposent. Il suffira de rappeler que cette charge, pour l'ensemble des compagnies subventionnées, représente un total annuel de près de 900 millions, pour marquer l'intérêt que le Gouvernement doit attacher à leur gestion.

On pourrait donner bien des raisons qui militeraient en faveur de la désignation

directe par l'Etat du principal animateur de ces compagnies, bien plus chargées de défendre les intérêts généraux du pays que de représenter une activité privée.

Nous avons donc pensé qu'il convenait de fixer désormais, pour la nomination de leurs présidents, une règle impérative analogue à celle prévue en 1937 lors de la constitution de la Société nationale des chemins de fer.

Afin de bien marquer que les présidents désignés, en conformité avec le présent décret, se doivent tout entier à la mission qui leur est confiée par le Gouvernement, une disposition spéciale prévoit qu'ils ne pourront cumuler leur fonction avec aucune activité étrangère. Cette disposition est étendue aux directeurs généraux ou assimilés.

Nous sommes persuadés que le texte que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction contribuera grandement à renforcer dans ces sociétés l'autorité de l'Etat, tout en affirmant la volonté de réforme dont est animé le Gouvernement.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances,
PAUL REYNAUD.

Le Président de la République française,

Sur la proposition du président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et du ministre des finances,

Vu la loi du 49 mars 1939 accordant au Gouvernement des pouvoirs spéciaux;

Le conseil des ministres entendu,

Décète:

Art. 1^{er}. — Dans les compagnies de navigation maritime ou aérienne dont plus de la moitié du capital social appartient à l'Etat ou auxquelles l'Etat verse, sous quelque forme que ce soit, une subvention annuelle dont le montant a dépassé 50 millions en moyenne au cours des trois dernières années, le président du conseil d'administration est nommé par décret rendu sur la proposition du ministre intéressé et du ministre des finances.

Cette désignation pourra être effectuée en excédent du nombre statutaire des administrateurs.

Art. 2. — La durée du mandat des présidents du conseil d'administration désignés dans les conditions ci-dessus visées est fixée à six ans. Leur démission doit être acceptée par décret.

Art. 3. — Les présidents des sociétés visées au présent décret ne sont pas tenus d'être propriétaires d'actions desdites sociétés.

Art. 4. — Nul ne peut être nommé ou maintenu président des sociétés visées par le présent décret s'il exerce des fonctions d'administration ou de direction dans une autre société ou une entreprise commerciale ou de forme commerciale de quelque nature que ce soit.

Les rémunérations allouées aux présidents des conseils d'administration par les sociétés en cause sont fixées par décret.

contresigné du ministre intéressé et du ministre des finances; elles sont exclusives de tout traitement ou indemnité afférent à un emploi public.

Les directeurs généraux des mêmes entreprises ou les administrateurs chargés de fonctions équivalentes sont soumis aux dispositions du présent article.

Art. 5. — Les statuts des sociétés intéressées devront, dans un délai de trois mois, être adaptés, en tant que de besoin, aux dispositions qui précèdent.

Art. 6. — Les présidents actuellement en exercice pourront remplir, de droit, les fonctions de premier vice-président jusqu'à l'expiration de leur mandat actuel.

Art. 7. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux dispositions de la loi du 19 mars 1939.

Art. 8. — Le président du conseil, ministre de la défense nationale et de la guerre, et le ministre des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 6 mai 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République:
*Le président du conseil, ministre
de la défense nationale et de
la guerre,*

ÉDOUARD DALADIER.

Le ministre des finances

PAUL REYNAUD.